

Solidaires



Branche INRA

**Pouvoir d'achat en baisse,
Précarité en hausse :
public & privé
développons la résistance !**

Chacun-e le constate, le gouvernement accentue ses attaques contre les services publics et ses agents.

Dans notre secteur de la recherche il a déjà mis en place, en dehors de tout cadre législatif, une grande partie des leviers essentiels d'une réforme autoritaire et libérale. Il entend consacrer cette orientation dans un faux "pacte pour la recherche", déjà voté au Sénat fin décembre, et bientôt à l'Assemblée Nationale.

Côté salaires, tous les agents de la Fonction Publique sont à nouveau méprisés, avec pour seules augmentations : 0,5% en juillet 2006, et 0,5% en février 2007, et une consolante d'un point d'indice pour tous en novembre prochain... alors que le retard pris ces 5 dernières années sur les prix est de l'ordre de 30 points d'indice pour un revenu moyen (2000 euros brut) !

Sur le front de l'emploi, c'est la multiplication des CDD : « accueil de haut niveau », projets ANR, ... Et la récente annonce de la Direction de l'INRA de geler, de sa propre initiative, 48 postes de titulaires disponibles (en CR,IR,IE) apparaît comme une provocation !

Dans le privé, patronat et gouvernement veulent déréglementer totalement le droit du travail.

Dans le secteur privé, des salariés sont soumis au chantage du patronat, qui n'hésite pas à remettre en cause la RTT pour consolider ses bénéfices dans le cadre de la mondialisation libérale.

Le gouvernement est en première ligne : sous couvert de lutte contre le chômage, il n'offre comme perspective à la jeunesse que la précarité maximum avec le contrat de première embauche (CPE), avec lequel les patrons pourraient licencier, à tout moment, durant 2 ans. Ce début février, il entend faire passer à la hussarde cette nouvelle mesure au parlement !

Et, les demandeurs d'emploi ne voient rien venir, sinon la dégradation continue des prestations, la chasse aux radiations et la précarité assurée avec le contrat nouvelle embauche (CNE) déjà rentré en vigueur.

Chacun-e le ressent, seule une mobilisation d'ensemble et unitaire sera désormais capable de faire face à ces attaques frontales.

L'expérience montre qu'à se battre les uns après les autres, on risque de perdre les uns après les autres, tant le pouvoir actuel est déterminé. Le jeudi 2 février, le secteur public est appelé à une journée nationale de grève et manifestation. Un appel interprofessionnel contre le CPE est lancé pour le mardi 7 février. Et dans notre secteur, à la fin du mois de février, la loi "recherche" devrait passer à l'assemblée nationale...

Il s'agit de construire, dans la durée, un mouvement d'ensemble qui puisse s'opposer à la stratégie du gouvernement qui veut diviser : Salariés-Chômeurs, Privé-Public, Jeunes/Anciens, Français/Immigrés....

Les journées du 2 et du 7 février sont l'occasion d'ouvrir ce front de résistance, en faisant le lien entre toutes les mesures du gouvernement qui méprise ses agents, casse des services publics, déréglemente le droit du travail, et stigmatise les chômeurs.

POUR LES SALAIRES, LES QUALIFICATIONS, L'EMPLOI SUR STATUT

POUR LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS

CONTRE LA PRECARITE ET LE PROJET DE CPE (Contrat Première Embauche)

Soyons dans la rue le jeudi 2 et le mardi 7 février !

A Rennes, le Rendez vous de jeudi est à 10H30, Place de la Mairie

Info: <http://www.sud-recherche.org>

contactinra@sud-recherche.org

INFO – 31 JANVIER 2006